

**Ils gèrent les revenus de 14 millions de retraités**  
**Ils prélèvent 147 milliards d'euros de cotisations obligatoires sur 18 millions de salariés...**



Pourtant, les conseils d'administration des régimes de retraite des salariés du privé sont renouvelés **sans élection, sans vote de votre part.**

**Vous trouvez ça normal ?**

**Pour rétablir la démocratie sociale, signez la pétition !**



**PÉTITION À FRANÇOIS HOLLANDE**  
 Président de la République

**Monsieur Le Président de la République,**

Les statuts initiaux de la Sécurité sociale prévoyaient que les caisses de retraite devaient être administrées par les affiliés eux-mêmes ou leurs représentants. Or, depuis longtemps, il n'y a plus d'élections libres et la démocratie sociale est aujourd'hui confisquée par des administrateurs cooptés par les syndicats, qui, pour certains, ne sont même pas affiliés aux régimes de retraite du privé et ont toujours refusé de l'être (c'est notamment le cas des ressortissants des régimes spéciaux du secteur public). Je refuse que perdure cette situation qui se traduit par un déficit qui se creuse et des efforts toujours plus importants demandés exclusivement aux salariés et retraités du privé.

C'est pourquoi je vous demande, Monsieur le Président de la République, de programmer de toute urgence une réforme réellement démocratique et transparente de la gestion du système de retraite, en introduisant des élections libres aux conseils d'administration du régime général et des régimes complémentaires des salariés du secteur privé.

Je retourne mon coupon à Sauvegarde Retraites. Je souhaite que la CNAV, l'Agirc et l'Arcco soient contrôlées par des affiliés élus en toute légitimité.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

**Sauvegarde Retraites**

53, rue Vivienne  
 75002 Paris  
 Association Loi 1901  
 Tél : 01 43 29 14 41

**Signez la pétition en ligne : [sauvegarde-retraites.org](http://sauvegarde-retraites.org)**

Conformément à la loi Informatique et libertés N° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.